



Le profil Twitter d'Elon Musk [ILLUSTRATION BY SCOTT OLSON/GETTY IMAGES]

La liberté d'expression sur Twitter ? Pas si l'UE fait en sorte qu'il en soit autrement

- Richard Palmer
- [16/05/2022](#)

À la fin avril, un grand coup a été porté à la liberté en ligne. Le milliardaire Elon Musk a racheté *Twitter*. Les libéraux du monde entier se sont indignés alors que Musk promet d'introduire sur la plate-forme le principe de la liberté d'expression, autrefois chéri.

Mais sa tâche pourrait ne pas être aussi facile. Ce n'est pas seulement la gouvernance de *Twitter* qui veut restreindre ce qui peut être dit sur *Twitter*. D'autres forces très puissantes veulent également contrôler ce qui est dit en ligne.

Au moment même où Musk présentait son offre pour *Twitter*, l'Union européenne s'est mise d'accord sur les grandes lignes de sa législation sur les services numériques, qui créerait une nouvelle bureaucratie européenne capable de contrôler ce qui se dit en ligne, avec une portée mondiale.

Après 16 mois de négociations, le 23 avril, la Commission européenne, le Parlement européen et les gouvernements nationaux se sont mis d'accord sur des plans visant à réglementer *Twitter* et d'autres réseaux sociaux.

La législation sur les services numériques (*Digital Services Act*—DSA) devrait devenir une réalité d'ici la fin de l'année. Elle mettra en place une nouvelle bureaucratie européenne chargée de gérer les plus grandes entreprises technologiques—celles qui comptent plus de 45 millions d'utilisateurs européens. La Commission européenne recrutera environ 150 personnes pour réglementer ces entreprises et engagera des conseillers externes.

La législation établira de vastes responsabilités pour les grandes entreprises afin de limiter la « désinformation ». Les sanctions en cas de non-conformité sont énormes : les entreprises pourraient se voir infliger des amendes allant jusqu'à 6 pour cent de leur chiffre d'affaires mondial. Pour *Twitter*, cela représenterait des centaines de millions de dollars. Pour *Facebook*, il s'agirait de milliards.

La réponse de nombreux défenseurs de la liberté d'expression en ligne a été un soupir de soulagement. Certaines des propositions de l'UE auraient été terribles pour la liberté d'expression. Par exemple, l'une des idées discutées aurait obligé les grands réseaux sociaux à présélectionner tous leurs messages. Plutôt que de supprimer les mauvais messages, les réseaux auraient dû approuver tous les messages avant leur mise en ligne, en grande partie à l'aide d'un programme informatique. Cette idée aurait non seulement introduit un niveau de censure supérieur à tout ce que nous avons vu jusqu'à présent, mais elle aurait également été totalement inapplicable, et elle a donc été abandonnée.

Mais le fait que cela aurait pu être pire ne doit pas nous faire oublier ce qui se passe. L'Union européenne est en train de mettre en place un nouvel organisme de réglementation qui contrôlera ce qui se dit en ligne dans le monde entier.

Le nouveau plan contient également beaucoup de bonnes choses. Certaines dispositions limitent la manière dont les grandes entreprises recueillent des données sur vous, vous suivent et vous ciblent avec des publicités.

L'UE cite d'excellentes raisons pour introduire ces changements. Elle a raison de dire que les médias sociaux posent de

gros problèmes. Elle souligne à juste titre le préjudice réel qu'ils causent, en particulier chez les adolescents.

Mais ce n'est pas parce que le problème est réel que la solution de l'UE constituera une amélioration. Rien de tout cela n'élimine le fait que l'UE veut contrôler davantage ce que les gens disent sur les grands réseaux sociaux.

Pour l'UE, l'un des principaux problèmes des médias sociaux est qu'il y a trop de liberté d'expression. Les entreprises ne font pas assez d'efforts pour limiter la « désinformation ».

L'UE n'a pas de premier amendement, et les discours qui seraient protégés aux États-Unis sont souvent classés comme « discours de haine » et interdits dans les sociétés européennes. Le DSA met ces restrictions en ligne.

Les grands sites de médias sociaux auront l'obligation de traiter la désinformation, c'est-à-dire les discours qui ne sont pas considérés comme des discours de haine mais que l'UE n'apprécie toujours pas. Ils ne seront pas obligés de l'interdire, mais ils devront faire quelque chose, par exemple en affichant un avertissement de désinformation, en le « bannissant de manière fantôme », en empêchant discrètement la diffusion du message ou en procédant à une « vérification des faits ».

L'UE pourra s'arroger encore plus de pouvoir en cas de « crise ». Si les autorités nationales de l'UE votent pour déclarer une crise, par exemple en raison d'une pandémie, l'UE veut avoir le pouvoir de dire aux entreprises de médias sociaux exactement ce qu'un utilisateur peut et ne peut pas publier.

L'UE menace déjà d'interdire *Twitter* si Musk prend ce qu'elle appelle une direction « absolutiste de la liberté d'expression ». Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur, a déclaré au *Financial Times* que si *Twitter* « ne se conforme pas à notre législation, il y a des sanctions—6 pour cent du chiffre d'affaires et, s'ils continuent, il leur sera interdit d'opérer en Europe ».

Cette législation va probablement bientôt restreindre ce qui peut être affiché aux États-Unis également. Anu Bradford, professeur à la faculté de droit de l'université Columbia, écrit dans son livre *The Brussels Effect—How the European Union Rules the World* [L'effet Bruxelles—Comment l'Union européenne régleme le monde]: « Au lieu d'être guidés par les protections du Premier amendement de la Constitution des États-Unis en matière de liberté d'expression, *Facebook*, *Twitter* et *YouTube* suivent la définition de l'UE du discours de haine dans le monde entier lorsqu'ils décident du contenu à supprimer de leurs plateformes. »

Il est possible de faire apparaître certains messages aux États-Unis mais pas dans l'Union européenne, mais cela demande beaucoup de travail. Il est beaucoup plus simple d'appliquer les règles de l'UE dans le monde entier, ce qui se produit régulièrement.

C'est pourquoi de nombreux membres de la gauche radicale, comme l'ancienne candidate à la présidence américaine Hillary Clinton, encouragent l'UE. Lorsque les entreprises de médias sociaux étaient aux mains de milliardaires qui pensaient comme eux, la gauche américaine disait : « *Ce sont des entreprises privées ; elles peuvent faire ce qu'elles veulent—si elles veulent censurer, elles peuvent le faire.* Dès que *Twitter* est racheté par quelqu'un avec qui ils ne sont pas d'accord, ils commencent à mettre en place un conseil de gouvernance de la désinformation. Mais aux États-Unis, le gouvernement ne peut pas faire grand-chose en matière de censure ; il est limité par le premier amendement. Mais l'UE ne l'est pas. Si l'UE se charge de l'application, il est beaucoup plus difficile pour les Américains de s'y opposer.

For too long, tech platforms have amplified disinformation and extremism with no accountability. The EU is poised to do something about it.

I urge our transatlantic allies to push the Digital Services Act across the finish line and bolster global democracy before it's too late.

— Hillary Clinton (@HillaryClinton) [April 21, 2022](#)

La gauche radicale veut tellement garder le contrôle des médias sociaux qu'elle préfère donner à l'UE le pouvoir de les contrôler plutôt que de permettre aux opposants politiques de s'exprimer librement. Si les États-Unis se battaient réellement pour la liberté d'expression en ligne, l'Union européenne aurait du mal à leur enlever cette liberté. Mais au lieu de cela, les dirigeants américains aident l'UE dirigée par l'Allemagne.

Cette législation n'entrera pas encore en vigueur avant plusieurs mois. Mais déjà, elle expose beaucoup de choses à la fois sur la gauche radicale et sur l'UE. Dans son article de 2019 « [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#) », le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a écrit :

L'Union européenne travaille pour gagner le contrôle de l'Internet. Elle a déjà fait d'importants progrès dans cet effort. [...]

Les ambitions de l'Allemagne pour l'Internet devraient concerner tout le monde, même ceux qui n'ont pas d'ordinateur. Le comportement de l'UE sur cette question met en évidence la nature dictatoriale de cette entité dominée par l'Allemagne. Nous assistons vraiment à la manifestation de l'esprit du Saint Empire romain dans le monde de la technologie. La septième et finale résurrection bibliquement prophétisée de cet empire veut contrôler l'Internet ! [...]

Nous devons mettre cette question dans le contexte de la prophétie biblique et de l'histoire. L'UE dirigée par l'Allemagne se comporte comme le Saint Empire romain s'est toujours comporté. L'Allemagne cherche une fois de plus à imposer sa volonté sur le monde. C'est un message difficile à accepter, et beaucoup de gens seront en désaccord, mais c'est la vérité !

L'Internet change sous vos yeux. C'était autrefois un marché libre. Aujourd'hui, la grande majorité du trafic est canalisée par une poignée de gardiens qui ne vous permettent de voir que certaines choses. Et c'est l'Union européenne dirigée par l'Allemagne qui veut déterminer exactement ce que vous pouvez et ne pouvez pas voir.

Ce nouveau pouvoir se fait déjà sentir, et il veut contrôler ce que vous lisez et dites. C'est exactement le genre de pouvoir décrit dans la Bible—et que nous prévoyons depuis des décennies.

Apocalypse 17 décrit une puissance qui s'élève à plusieurs reprises en Europe. Ce qui s'élève aujourd'hui est une extension de ce qui s'est passé auparavant. Le verset 8 appelle cette puissance « la bête qui était, et n'est pas, et cependant est » (selon la *King James* française). Il y a une puissance avec un caractère censeur similaire qui va et vient sur la scène européenne—le Saint Empire romain. Apocalypse 18 montre cette puissance dominant le commerce et les échanges mondiaux. Nous voyons ce développement dans la « superpuissance » réglementaire de l'UE. D'autres chapitres décrivent cette puissance réglementant les croyances religieuses, essayant de contrôler ce que les gens pensent et disent.

Cette montée en puissance en Europe se fait déjà sentir dans le monde entier. Une partie cruciale des événements de la fin des temps affecte déjà votre vie. Pour en savoir plus à ce sujet et savoir où cela mène, lisez l'article de M. Flurry « [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#) ».